

La dictature de l'urgence

Le monde vit, avec l'ampleur prise par la mondialisation et la numérisation, une mutation majeure entraînant un nouveau rapport au temps, marqué par le culte de la vitesse et de l'instant dans les différentes facettes de nos vies personnelles, professionnelles et publiques.

Que faire ? Doit-on répondre à la vitesse par la vitesse ou plutôt par la décélération telle que recommandée par les écologistes ?

L'écrivain français Gilles Finchelstein dans son livre « La dictature de l'urgence » dont nous publions ci-après un extrait, propose une autre voie celle de la négociation et de la concertation dans le cadre de perspectives à moyen et à long termes.

Extrait de l'introduction de « La dictature de l'urgence » de Gilles Finchelstein telle que publiée par « Les Echos » le 26/11/2011

« L'urgence s'insinue, sans même que nous le mesurions, dans l'ensemble de nos vies, dans notre vie personnelle, dans notre vie professionnelle, dans notre vie publique.

Qu'en est-il, en premier lieu, de notre vie personnelle ?

La nourriture : nous préparons nos repas plus vite, nous les consommons plus rapidement.

La mode : les collections de prêt-à-porter se succèdent à un rythme effréné – une collection par saison il n'y a pas si longtemps ; souvent plus de trois aujourd'hui.

Le cinéma : la durée de vie des films en salles diminue rapidement – le succès ou l'échec se jouent en moins d'un mois.

L'information : sous l'effet des nouvelles technologies et de la concurrence, son contenu devient plus compact et elle est transmise de plus en plus souvent en temps réel.

Les transports : le développement du TGV modifie notre rapport à l'espace – nous ne mesurons plus les distances en kilomètres mais en minutes.

La santé : ce sont les services d'urgence qui se sont imposés comme le mode d'entrée normal à l'hôpital.

Mieux encore, il semble que nous parlions plus vite ! Au détour d'une phrase, Régis Debray note que notre « diction » s'accélère. Il est difficile de le démontrer en l'absence de données scientifiques, mais il est possible d'étayer cette intuition. Comment ?

En procédant à des coups de sonde réguliers, sur dix ans, dans la chronique d'Alain Duhamel – sur Europe 1 puis sur RTL – pour compter le nombre de mots prononcés par minute. Résultat ? Depuis 2000, le rythme s'est continûment accéléré – on est passé de 185 mots par minute en moyenne à près de 199. En dix ans, cela fait 8 % de mots en plus à la minute !

Qu'en est-il, en second lieu, de notre vie professionnelle ?

Les cycles de production se sont réduits : dans l'automobile, par exemple, la diminution des temps de conception comme des temps de fabrication est spectaculaire. Les modes d'organisation du travail se sont modifiés et sont devenus plus intenses.

Ainsi, de plus en plus de Français – 5 % en 1984, 25 % en 2005 – estiment que les délais qu'ils sont tenus de respecter pour exécuter leur tâche n'excèdent pas une heure. La finance, évidemment, s'est soumise à un nouveau rythme avec la création d'un marché immense et ininterrompu dans lequel les arbitrages sont incessants : la durée moyenne de détention d'une action sur le marché de New York est passée de 8 ans en 1960 à 5 ans en 1970, 3 ans en 1980, 2 ans en 1990 et... 1 an depuis 2000. Pis encore, les marchés ont imposé ce nouveau rythme à toute l'économie. Les entreprises ont reçu l'obligation de publier leurs résultats tous les semestres, voire tous les trimestres, et ont été contraintes à une rentabilité à court terme sans lien avec la réalité économique.

Qu'en est-il, enfin, de notre vie publique ?

Exactement le même phénomène ! Les lois ont de plus en plus souvent pour origine une réaction à l'actualité.

Elles sont maintenant majoritairement adoptées selon une procédure accélérée qui s'appelle, ou s'appelait, la procédure... d'urgence. Les justiciables veulent que leur affaire soit jugée rapidement – on peut les comprendre – et les procédures d'arbitrage, de médiation, de conciliation ou de référés se multiplient.

La société veut que les délits soient sanctionnés plus rapidement, et l'on constate une explosion des comparutions... immédiates – qui ont augmenté de 50 % en cinq ans.

Après l'enquête, l'analyse – « comprendre » – doit répondre à trois questions simples : de quand date cette dictature de l'urgence ? Quelle en est la cause ? Quelles en sont les conséquences ?

De quand date la dictature de l'urgence ?

Le sentiment que tout va plus vite a déjà existé. Il a culminé au tournant des XIXe et XXe siècles, jusqu'au célèbre livre de Daniel Halévy, Essai sur l'accélération de l'histoire. Mais nous avons affaire à un phénomène récent. Comme l'écrit Nicole Aubert, « notre époque est en train de vivre une mutation radicale de son rapport au temps ». Et, en effet, les différentes évolutions qui ont été évoquées datent, pour l'immense majorité d'entre elles, de vingt ans, quand ce n'est pas dix.

Quelle en sont les causes ?

Trois grandes grilles de lecture peuvent être schématiquement proposées pour analyser ce phénomène.

Il y a d'abord une lecture technique. L'urgence, c'est Internet. La puissance du réseau a accéléré la vitesse du récit. Les nouvelles technologies sont de plus en plus rapides et se diffusent à un rythme qu'aucune précédente innovation n'a jamais connu. C'est la thèse de Régis Debray : « la quincaillerie détermine le programme » (8) – en d'autres termes, le média imprime son rythme à la société.

Il y a ensuite une lecture politique. L'urgence, c'est le libéralisme – l'extension du marché a conduit à une rétraction du temps. Et il est exact que le marché s'est étendu, qu'il a gagné des pays qui se disaient communistes et qu'il a renforcé la concurrence. C'est la thèse de Zaki Laïdi, pour qui le marché est « le lieu où l'impératif de célérité est porté à l'incandescence »

Il y a enfin une lecture morale. L'urgence, c'est l'argent – le dérèglement de la boussole de nos valeurs a provoqué le dérèglement de nos horloges. Et, dans une société de plus en plus individualiste, l'argent occupe une place plus importante dans la hiérarchie des valeurs. C'est la thèse de Joseph Stiglitz dans *Le Triomphe de la cupidité*.

Alors, quelle lecture privilégier ? Technique, politique ou morale ? Internet, la mondialisation ou l'argent ? Aucune des trois ne permet de comprendre les mutations que nous vivons. Mieux encore, leur addition est insuffisante. L'Internet, le marché et l'argent font système et entrent en résonance pour amplifier encore l'accélération que nous vivons.

Quelles sont les conséquences de ce nouveau système ?

Il a eu des effets positifs parce qu'il s'est traduit par la volonté de vivre pleinement sa vie ici et maintenant – c'est ce que l'on peut appeler le refus du sacrifice de soi. Nous nous sommes dépris des grandes religions ou des grandes idéologies qui pouvaient conduire à toujours sacrifier le présent au profit d'une espérance à venir. Nous avons quitté cet état dans lequel, pour reprendre la formule de Pascal, « nous ne vivons jamais, nous espérons de vivre ». Mais ce nouveau système induit de plus en plus d'effets négatifs : il place nos sociétés sous tension et conduit à délégitimer le politique – l'urgence est le concentré de nos maux contemporains. Surtout, le refus du sacrifice de soi peut se traduire par le risque du sacrifice des autres. Nous gouvernons contre le futur, et le philosophe espagnol Daniel Innerarity a évoqué avec raison cette « coalition des vivants » qui met en danger les générations à venir – quand ce n'est pas nous-mêmes.

Réchauffement climatique. Atteintes à la biodiversité. Menaces d'asphyxie urbaine. Insuffisance du nombre de naissances de filles. Voilà quelques-uns des risques de long terme qui sont connus et contre lesquels nous agissons trop peu.

Après l'enquête, après l'analyse, les orientations, c'est-à-dire le « vouloir ». Si nous réfléchissons enfin à ce qu'il est possible et souhaitable de faire, deux grandes voies se dessinent qui se concentrent l'une sur le temps physique, l'autre sur le temps symbolique.

La première consiste à jouer sur le rythme du temps.

On peut vouloir freiner. Tel est le choix de ce que l'on appelle le slow movement, le « mouvement de la lenteur », qui touche aussi bien la nourriture, les villes ou la musique que le sexe – il s'agit ici de choix essentiellement individuels. Tel est aussi le sens du combat des partisans de la décroissance, dont le credo est « moins de biens, plus de liens » – il s'agit là d'un débat plus complexe. La puissance et la radicalité du questionnement sont intéressantes. Les excès et les dangers sont inquiétants, au point de placer les écologistes eux-mêmes dans l'embarras.

A l'inverse, plutôt que de freiner, on peut vouloir accélérer et répondre à la vitesse par la vitesse – c'est ainsi que l'on peut relire tous les choix de Nicolas Sarkozy. Par son action, par sa communication, par son tempérament, par sa rhétorique, par sa méthode, par sa politique, il cherche à saturer l'espace et à compresser le temps.

On peut enfin décélérer ou trouver des espaces de décélération : il faut gouverner autrement, retrouver le temps de la réflexion, redonner une place à la négociation et à la concertation, réguler en privilégiant le long terme. Mais le problème réside sans doute moins dans le culte de la vitesse que dans le culte de l'instant.

La seconde orientation pour sortir de la dictature de l'urgence est donc plus essentielle : elle consiste à redonner de la profondeur au temps, c'est-à-dire à retrouver un passé et un avenir.

D'un côté, il faut réhabiliter l'histoire. Elle est instrumentalisée par les politiques, qui doivent renoncer à voter ce que l'on a appelé les « lois mémorielles ». Elle est envahie par la mémoire, à laquelle, pour reprendre la formule de l'association Liberté pour l'histoire, elle « ne se réduit pas ». D'un autre côté, il faut plus encore retracer des perspectives. À rebours de George Bush – le père – qui évoquait avec dédain « the visioning », il faut retrouver l'ambition du futur. Quand le futur est opaque, que la croyance dans le Progrès est érodée et que tout risque est redouté, c'est difficile.

Mais c'est indispensable. Pour y parvenir, il faut fixer des objectifs – à un an, à cinq ans, à dix ans et même à vingt ans. Il faut inventer un nouvel art de gouverner – avec notamment un président de la République en charge de l'essentiel et non plus de tout. Il faut débattre des défis du futur – et arrêter des choix.

*Telle sera l'alternative : contre la dictature de l'urgence, le choix du temps long. Davantage encore que donner du temps au temps, **la priorité est de donner du sens au temps** ».*